

"Nkurunziza reste sourd aux leçons de l'histoire", analyse la presse du Burkina Faso

Le Pays, 19 décembre 2014 ALTERNANCE AU BURUNDI : Nkurunziza persiste et signe Au fur et à mesure qu'approchent les élections législatives et présidentielle de mai et juin 2015, le mercure monte au Burundi. En effet, la polémique enfle autour de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), chargée de l'organisation de ces élections, qui est accusée par l'opposition, d'orchestrer des fraudes massives dans l'enregistrement des électeurs au profit du parti au pouvoir. Pour cette raison, l'opposition exige la démission hic et nunc de cette institution. Du reste, le gouvernement lui-même avait reconnu des irrégularités dans l'enregistrement des électeurs et avait promis de rectifier le tir. Toutefois, au lendemain de la clôture des opérations d'enregistrement, malgré la dénonciation de ces irrégularités non seulement par l'opposition politique, mais aussi par la société civile, l'Eglise et les médias, le régime dit être satisfait de leur déroulement. Cela a eu pour effet de courroucer davantage l'opposition qui se dit déterminée à faire barrage à cette forfaiture, et à organiser au besoin des manifestations pour arrêter le processus électoral, tant donné que cette fois-ci, il n'est pas question pour elle de boycotter les élections. En tout cas, l'opposition rebelle devenu opposant, Agathon Rwaso, qui s'est exprimé au nom des 18 partis de l'opposition, n'est pas passé par quatre chemins pour dénoncer une collusion entre la CENI et le parti au pouvoir, dans le but de permettre à ce dernier de remporter les élections par la fraude, en distribuant massivement des cartes d'identité irrégulières aux partisans du pouvoir. Cela renforce les soupçons de l'opposition sur la volonté du président Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de ne pas respecter les règles du jeu démocratique dans son pays, au terme de son deuxième et dernier mandat constitutionnel. Tout porte à croire que le successeur de Pierre Buyoya persiste et signe, dans sa volonté de trouver une astuce pour rester au pouvoir, en violation des accords d'Arusha, les mêmes qui lui avaient ouvert le chemin du palais présidentiel. Quel égoïsme ! Les dictateurs trouvent toujours des raisons à leur forfaiture. Si tel est le cas, Nkurunziza sera resté sourd aux appels de l'Eglise catholique burundaise et aux leçons de l'histoire qui, pourtant, sont riches en enseignements et en exemples éloquentes dont le plus récent est celui de l'ex-président burkinabè Blaise Compaoré. Sur quoi Nkurunziza se fonde-t-il pour se braquer ? Lui seul le sait. Quoi qu'il en soit, les dictateurs trouvent toujours des raisons à leur forfaiture, en se disant que leur cas est tout autre, et leur peuple différent, jusqu'à ce qu'ils vieillissent un jour, surpris par le cours de l'histoire. En tout cas, l'Histoire a de ces secrets dont il faut savoir lire les signes et craindre les effets. Seulement voilà, il est difficile d'échapper à son destin. Et si le ciel en a décidé ainsi, même les conseils les plus avisés tomberont toujours dans l'oreille d'un sourd, jusqu'à ce que l'entente voie s'accomplir. Ceci dit, face à cette montée de tension dans ce petit pays des Grands lacs, l'on se demande si les élections auront lieu à bonne date, et l'inquiétude gagne la communauté internationale, d'autant plus que les précédentes élections, notamment en 2010, avaient été marquées de violences. C'est le lieu d'interpeller l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), afin qu'elles sortent de leur léthargie et de leur mutisme, car ces organisations ont la fâcheuse habitude de laisser faire, pour après venir jouer les pompiers. Il est impératif que l'institution continentale et les autres entités régionales et sous-régionales prennent leurs responsabilités pour adopter une charte qui permettrait de résoudre définitivement la question de l'alternance, pour mettre l'Afrique hors des crises répétées liées à la gouvernance politique. Ceci, dans le but de raffermir la démocratie sur le continent. Autrement, il reviendra toujours aux peuples africains de prendre en main leur destin, pour écrire leur propre histoire, avec toutes les conséquences et autres dommages collatéraux que cela peut engendrer. Out'Aïa KEITA NDIR : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso